

Grèce : A l'arrière-plan de la grève du 12 novembre

mercredi 11 novembre 2015, par [A l'Encontre](#) (Date de rédaction antérieure : 11 novembre 2015).

La Commission européenne, en avril 2015, prédisait pour la Grèce une croissance du PIB à hauteur de 0,5% pour 2015 et de 2,9% pour 2016. On ne sait dans quelle eau transparente elle avait perçu cette croissance. Les experts étaient-ils en vacances low cost sur une île grecque ? En octobre, la réalité a frappé. Du moins les prédictions. En 2015, le PIB devrait décroître de 1,4% et de 1,3% en 2016. Officiellement, la croissance pour 2017 est évaluée à 2,7% ! Autrement dit, la récession, qui a déjà atteint des précipices, continue. Et les prévisions pour 2017 seront à nouveau démenties, même s'il est difficile, une fois touché les tréfonds, de ne pas remonter un peu. Les coups de boutoir du troisième mémorandum, et des deux précédents (2010 et 2012), écrasent le capitalisme grec. Tsipras, lors des élections de septembre, avait promis une relance de l'économie grecque – et donc de l'emploi – pour fin 2016. Le mur de brouillard électoral se dissipe. Et ce n'est que le début.

Pierre Moscovici, commissaire européen, déclarait avant son voyage des 3 et 4 novembre à Athènes : « Il y a des défis, il y aura des décisions lourdes à prendre d'ici la fin de l'année » (AFP, 29 octobre 2015). Autrement dit, la tranche de 2 milliards d'euros du nouveau « prêt » ne sera pas allouée si le gouvernement Tsipras-Kamenos n'applique pas avec plus de vitesse, de vigueur et de rigueur les politiques d'austérité qu'il a proposées et cosignées avec les « institutions » (la troïka). Une nouvelle échéance est fixée par l'Eurogroupe (ministre des Finances) pour décider (ou non) d'allouer les 2 milliards : le lundi 16 novembre.

Quant au déficit budgétaire, il est prévu à hauteur de 3,6% du PIB en 2016 et à 2,2% en 2017 (malgré la relance théoriquement envisagée). Le poids de la dette est manifeste. Officiellement, elle doit atteindre 194,8% du PIB en 2015 et 199,7% en 2016. Le ratio dette/PIB ne peut que croître sous l'effet des politiques infligées à l'économie grecque et la restructuration (allongement des échéances, taux d'intérêt, annulation très partielle) promise par Tsipras avant les élections de septembre reste du domaine des vœux pieux. Quant à l'annulation de l'essentiel de la dette, cette revendication est reprise avant tout par l'Unité Populaire et des secteurs d'ANTARSYA.

La Power Public Company (DEH – compagnie d'électricité) annonce la possible coupure de l'électricité à 2,1 millions de ménages, selon les médias grecs. Le total des factures non payées est estimé à 2,5 milliards d'euros. Outre un certain nombre d'entreprises qui ne règlent pas leurs factures – ce qui représente 1,8 milliard du total des impayés de DEH –, des dizaines de milliers de ménages ne peuvent tout simplement pas faire face à cette dépense de base. Pour exemple, un ménage qui devait payer deux fois par mois 52 euros pour sa consommation d'électricité, selon les normes de la DEH, doit actuellement s'acquitter d'une facture de 100 euros bimensuels, à cause des multiples taxes (TVA entre autres) et charges d'intérêts pour les montants non payés. La DEH va envoyer des ordres de payer. Elle annonce donc « avec un accent social », avant les mois d'hiver, la coupure de courant si le total des arriérés n'est pas payé en une fois. La nuit mémorandaire va régner pour beaucoup.

Pour ce qui a trait à la situation des centaines de milliers de personnes qui n'ont plus accès aux soins par défaut d'assurance maladie, le Collectif de la coordination sociale des médecins solidaires de la région d'Attique a déclaré : « Notre système de Santé publique devrait être urgemment

financé, en lieu et place de cela, il sera placé sous tutelle d'une structure privée d'audit et de contrôle. En lieu et place de cela, le mémorandum III (de Tsipras) impose la diminution de son budget à hauteur de 3 milliards d'euros sur trois ans... en lieu et place de cela, les maigres allocations dont bénéficiaient encore nos handicapés viennent d'être drastiquement diminuées, voire même supprimées. »

Le 12 novembre, une journée de grève et de manifestation est appelée par les syndicats, l'Unité Populaire et le KKE (PC). Trois thèmes nourrissent cette première mobilisation quelque 50 jours après la victoire électorale de Tsipras. Le premier a trait aux coupes brutales prévues dans les retraites. Le second, à la compression de l'emploi lié à la vague de privatisations et aux coupes budgétaires. Le troisième, la menace de perdre sa résidence principale si ne sont pas payées les créances hypothécaires envers les banques. La troïka a abaissé le montant des revenus annuels considérés comme une limite pour non-réquisition du logement principal pour les ménages n'ayant pas réglé leurs dettes hypothécaires. En outre, le prix estimé des logements est celui de 2007 et non pas le « prix du marché » en 2015, ce qui abaisse considérablement la protection des propriétaires endettés (par rapport à la limite de 250'000 euros qui était fixée par le passé). Il en découle donc un élargissement très important des salarié·e·s, des chômeurs et des retraité·e·s qui sont sous la menace de perdre leur logement. Par contre, les banques pourront réaliser une partie de leurs pertes. Leur recapitalisation étant une priorité pour les dominants grecs et « leurs partenaires de la zone euro ».

C'est sur cet arrière-fond que se prépare la grève du 12 novembre. Elle sera un des premiers tests pour le gouvernement Tsipras, le mouvement social et les forces de la gauche radicale issues, entre autres, de la rupture de SYRIZA, en particulier l'Unité Populaire (UP). L'article d'Antonis Ntavanellos que nous publions ci-dessous pointe les défis d'orientation et d'organisation auxquels l'UP doit faire face durant les mois à venir.

Rédaction A l'Encontre

P.-S.

* « Grèce. Avec l'Unité Populaire face à de nouveaux affrontements. Ils ne font que commencer » : <http://alencontre.org/europe/grece-avec-lunite-populaire-face-a-de-nouveaux-affrontements-ils-ne-ont-que-commencer.html>